

COMMUNICATION DES ETATS-UNIS

Subventions et impôts au niveau infrafédéral

La communication ci-après est distribuée aux membres du Sous-Comité des services à la demande des Etats-Unis.

\_\_\_\_\_

Les Etats-Unis présentent ci-après une communication sur les limitations concernant le traitement national pour les impôts et subventions imposés par les juridictions infrafédérales. Cette communication remplace plusieurs entrées de la liste actuelle des Etats-Unis. En particulier, une série de réserves concernant les subventions qui commence avec la dernière entrée de la colonne traitement national de la page 11 de la liste finale\* n'y figure plus. La dernière entrée de la page 11 (concernant les minorités) et toutes les entrées des pages 12 et 13 à l'exception de la première entrée de la page 12 commençant par "Federal Small Business Administration" sont supprimées.

Les Etats-Unis sont prêts à engager des discussions avec les parties intéressées au sujet de cette modification.

---

\*Version anglaise

**Addendum à la liste d'engagements spécifiques des Etats-Unis**  
**annexée à l'AGCS**

**Subventions et impôts au niveau infrafédéral**

**A. Impôts**

Les Etats-Unis modifient comme suit leur liste de limitations concernant le traitement national pour les impôts appliqués par une juridiction infrafédérale:<sup>1</sup>

1. Mesures fiscales infrafédérales qui accordent un traitement moins favorable aux services ou fournisseurs de services dans une juridiction infrafédérale que celui qui serait accordé à ces services ou fournisseurs des services par une autre juridiction infrafédérale.
2. Mesures fiscales infrafédérales qui accordent un traitement moins favorable à un service qui est assuré ou consommé, ou à un fournisseur de services qui est situé hors de la juridiction infrafédérale (à propos de cette distinction, le traitement ne sera pas moins favorable que le traitement accordé par la juridiction infrafédérale imposant la mesure fiscale à un service assuré ou consommé ou à un fournisseur de services situé dans toute autre juridiction infrafédérale).
3. Mesures fiscales infrafédérales qui accordent un traitement moins favorable aux services ou fournisseurs de services d'un autre Membre en raison de la méthode utilisée pour attribuer ou répartir les revenus, les bénéfices, les gains, les pertes, les déductions, les crédits, les avoirs ou la base d'imposition de ces fournisseurs de services ou les montants d'une transaction de services.
4. Mesures fiscales infrafédérales qui accordent un traitement moins favorable aux fournisseurs de services ou aux services en fonction de l'un ou l'autre des critères ci-après:
  - . envergure des activités ou revenu des fournisseurs de services ou ampleur des prestations ou méthodes utilisées (y compris les mesures de protection de l'environnement et les mesures en matière de santé et de sécurité);
  - . part de capital appartenant à des groupes minoritaires ou autres groupes désavantagés ou degré de participation de ces groupes (que des prescriptions en matière de citoyenneté ou de résidence s'appliquent ou non);<sup>2</sup>
  - . possibilité de bénéficier d'un traitement fiscal différencié prévue pour les Indiens (populations autochtones), les tribus indiennes, les terres tribales ou autres terres indiennes, les sociétés organisées en vertu d'une loi pour la protection de ces personnes, les terres qui appartiennent à ces sociétés ou toute autre personne pouvant justifier d'un lien avec de telles personnes, entités ou terres;

---

<sup>1</sup>L'expression "juridiction infrafédérale" désigne les Etats et leurs subdivisions politiques, le District of Columbia et les Tribus indiennes (populations autochtones), ou toute combinaison de ces groupements.

<sup>2</sup>Cette réserve ne sera peut-être pas nécessaire si les discussions sur la portée de l'AGCS aboutissent à la conclusion que des mesures de cette nature ne relèvent pas de cet accord.

- . possibilité de bénéficier d'exonérations fiscales et autres avantages fiscaux découlant du statut d'entité à but non lucratif;
  - . possibilité de bénéficier d'une exonération de l'impôt infafédéral sur les obligations de la juridiction infafédérale ou sur les contrats avec la juridiction infafédérale, ou d'une réduction de cet impôt;
  - . le service est assuré ou consommé, ou le fournisseur de services est situé, dans une juridiction avec laquelle la juridiction infafédérale a conclu des arrangements de coopération et d'assistance fiscales ou des arrangements visant à prévenir la double imposition;
  - . application d'un système de classification des impôts réels d'une juridiction infafédérale, y compris des méthodes d'évaluation applicables à la classification;
  - . application de mesures, y compris de mesures d'exécution, visant à empêcher l'évasion ou la fraude pour l'impôt d'une juridiction infafédérale.
5. Mesures infafédérales reprenant quant au fond des dispositions de la loi fédérale faisant l'objet d'une réserve concernant le traitement national en vertu de l'Accord.
  6. Mesures fiscales infafédérales reflétant des restrictions imposées par la loi fédérale au pouvoir fiscal infafédéral.
  7. Mesures fiscales infafédérales concernant les concessions ou les sociétés (dans la mesure où elles sont considérées comme des impôts autres que directs) qui établissent une distinction pour l'imposition ou le recouvrement équitable ou effectif des impôts sur les concessions ou les sociétés, y compris les distinctions décrites dans la note de bas de page 6 relative à l'article XIV d) et dans la Déclaration du Président s'y rapportant.<sup>3</sup>
  8. Impôts compensatoires infafédéraux (autres que directs) qui sont non discriminatoires du fait de leur rapport avec d'autres mesures (par exemple, prescriptions en matière de notification ou d'entreposage).
  9. Mesures fiscales d'une juridiction infafédérale qui prévoient l'application d'un taux différent pour les impôts sur les primes d'assurance ou un type d'impôt différent pour les assureurs ou réassureurs locaux de celui qui est prévu pour les autres assureurs ou réassureurs.<sup>4</sup>
  10. Mesures fiscales d'une juridiction infafédérale prévoyant un traitement différencié pour les assureurs ou réassureurs qui sont des assureurs locaux dans une deuxième juridiction, en fonction du traitement accordé par la deuxième juridiction aux assureurs qui sont des assureurs locaux dans la première juridiction.<sup>4</sup>

---

<sup>3</sup>MTN.GNS/49 du 11 décembre 1993, regroupant et développant le document MTN.GNS/W/178 et son addendum et le document W/210.

<sup>4</sup>En ce qui concerne une juridiction infafédérale, l'expression "assureur local" désigne un assureur ou réassureur qui soit est organisé dans cette juridiction infafédérale soit est la succursale aux Etats-Unis d'un assureur ou réassureur non américain qui entre aux Etats-Unis par cette juridiction.

11. Mesures fiscales d'une juridiction infrafédérale accordant aux assureurs ou réassureurs un crédit, une déduction ou une exonération pour le maintien d'un établissement ou la conduite d'une activité dans la juridiction.

B. Subventions

Les Etats-Unis modifient comme suit leur liste de limitations concernant le traitement national pour les subventions au niveau infrafédéral:

1. Subventions infrafédérales qui accordent un traitement plus favorable aux groupes désavantagés d'un point de vue social ou économique, y compris les mesures qui prévoient des incitations, avantages ou autres formes d'assistance. Ces groupes peuvent être des femmes, des anciens combattants, des minorités raciales, des personnes handicapées physiques, des étudiants, des jeunes, des personnes âgées et de petites entreprises.<sup>5</sup>
2. Subventions d'une juridiction infrafédérale qui ne sont disponibles que pour les personnes morales d'un autre Membre qui sont constituées en société ou organisées dans cette juridiction.
3. Subventions d'une juridiction infrafédérale qui ne sont disponibles que pour les entités qui ont leur établissement principal dans la juridiction infrafédérale ou une présence commerciale substantielle ou importante dans la juridiction infrafédérale.
4. Subventions accordées par l'Alaska qui ne sont disponibles que pour les citoyens des Etats-Unis résidant en Alaska, et subventions accordées par Hawaï qui ne sont disponibles que pour les natifs d'Hawaï.

---

<sup>5</sup>Cette réserve pourra ne pas être nécessaire si les discussions sur la portée de l'AGCS aboutissent à la conclusion que des mesures de cette nature ne relèvent pas de cet accord.